
RAPPORT DE SWA SUR LA
**RÉUNION DES
MINISTRES DES
FINANCES 2020**

#2020FMM

SRMF

POURQUOI SWA INVITE-T-IL LES MINISTRES DES FINANCES À DISCUTER DE L'APPROVISIONNEMENT EN EAU, DE L'ASSAINISSEMENT ET DE L'HYGIÈNE ?



L'objectif des trois Réunions des ministres des finances en ligne consacrées aux régions Afrique, Asie-Pacifique et Amérique latine et Caraïbes était de réunir des ministres des finances et leurs homologues chargés de l'alimentation en eau, de l'assainissement et de l'hygiène afin de discuter du financement du secteur. Elles ont permis de mettre en lumière différentes approches et stratégies de financement et d'investissement pour intégrer l'EAH dans les programmes économiques et sociaux nationaux.

Les services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène s'étant révélés en 2020 aussi fondamentaux sur le plan de la prévention et de la lutte contre la Covid-19 que nécessaires au redressement des pays et à la protection des populations contre de futurs risques sanitaires, les ministres des finances ont été invités à faire part des actions mises en place par leur pays pour prioriser les financements en faveur de l'EAH, maîtriser la propagation de l'épidémie, protéger leur population contre la crise climatique et atténuer les effets de cette dernière tout en renforçant leurs économies et leur développement social.

Les réunions ont été organisées par plusieurs partenaires clés de SWA : l'UNICEF et le Water Global Practice (Banque mondiale), deux organismes actifs à l'échelle mondiale, et la Banque africaine de développement, le Conseil des ministres africains chargés de l'eau, la Banque interaméricaine de développement et la Banque asiatique de développement pour ce qui concerne les partenaires régionaux.

Les ministres des finances, qui ont occupé une place centrale lors de ces réunions, ont été invités à expliquer de quelle manière et pourquoi ils financent l'approvisionnement en eau, l'assainissement et l'hygiène dans leur pays. Les partenaires des ministres du secteur, notamment les organismes d'assistance extérieure, la société civile, les instituts de recherche et d'enseignement et le secteur privé, ont quant à eux présenté leurs collaborations et contributions dans ce domaine.

Au total,
41 pays
à travers
le monde ont
été représentés



27
ministres
des finances



41
ministres
du secteur

LES PRINCIPAUX POINTS À RETENIR DE LA RÉUNION



Les priorités de financement étant déterminées au niveau politique, le rôle essentiel de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement pour le développement social et économique doit être mis en avant afin que le secteur soit placé au premier rang des préoccupations politiques et puisse ainsi bénéficier d'un financement adéquat. L'accès à l'EAH est un droit humain dont le caractère fondamental doit être pris en compte lors des décisions de financement. Par ailleurs, l'inaction coûte *in fine* plus cher que l'action.



Les financements verts, les obligations vertes, les contrats à impact social ainsi que d'autres mécanismes de financement innovants peuvent permettre de mobiliser des fonds supplémentaires contribuant à la fois à l'amélioration des services EAH et à la réalisation des objectifs climatiques à long terme.



Si la Covid-19 a été lourde de conséquences sur les flux de financement, l'accès aux services et la vie des personnes, elle a parallèlement permis de souligner l'importance de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène pour la santé. Un constat que les responsables politiques peuvent mettre en avant pour améliorer la compréhension et la priorisation des services EAH.



La crise climatique, notamment les événements climatiques extrêmes et la modification des régimes pluviométriques et des ressources en eau, perturbe l'accès aux services EAH, en particulier pour les populations les plus vulnérables et les plus défavorisées. La résilience de ces services doit donc être renforcée de manière à garantir leur pérennité et leur universalité.



Il est important que les gouvernements ne travaillent pas seuls à l'élaboration de leurs politiques et stratégies de financement. Les collaborations avec le secteur privé, la société civile et les instituts de recherche et d'enseignement, qui disposent d'une expertise importante dans ce domaine, offrent de nombreuses possibilités.

PROCESSUS PRÉPARATOIRE

Comme pour toute réunion de haut niveau de SWA, le processus préparatoire s'est révélé aussi important que la réunion elle-même. Les coordinateurs nationaux de SWA auprès des gouvernements et des autres groupes catégoriels ont débuté cette phase de préparation en nouant le dialogue avec les différents ministères pour leur rappeler le rôle crucial des services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène pour le développement et l'économie des pays pendant et après la pandémie. Les préparatifs ont notamment consisté à rédiger une synthèse sur la situation du secteur EAH dans chaque pays et à organiser une « Semaine du financement de l'EAH » visant à rendre publiques les débats sur ce sujet. De nombreux

pays ont également profité du processus préparatoire pour présenter le Manuel de SWA à leur ministre des finances ainsi qu'à celui chargé de l'EAH. Le processus préparatoire s'est avéré être un facteur de succès essentiel pour les réunions en rassemblant les parties prenantes du secteur autour des RMF et en leur permettant d'identifier les points clés à aborder, en contribuant à alimenter les discussions sur le financement de l'EAH au sein des pays participants et en attirant l'attention du public sur cette question, en réunissant autour d'une même table les décideurs de différents ministères et en offrant la possibilité aux pays de faire le point sur la situation de leur secteur EAH et d'identifier les mesures à mettre en œuvre pour l'améliorer.



Manuel
de SWA

REMARQUES PRÉLIMINAIRES



Henrietta Fore, Directrice générale de l'UNICEF, a indiqué que la pandémie de Covid-19 avait exposé au grand jour les faiblesses de nos systèmes et fortement exacerbé les inégalités. Selon elle, **l'assainissement est un bien public qui requiert des investissements publics**. En outre, si le coût de ces services est élevé, celui de l'inaction l'est bien plus encore en termes de perte de productivité, d'augmentation des dépenses de santé et de pollution. En effet, sans services EAH adéquats, les écoles ne peuvent rouvrir en toute sécurité et les établissements de soins ne peuvent prévenir la propagation de la maladie parmi le personnel soignant et les patients. **« Il s'agit d'un investissement incontournable »**, a déclaré la Directrice générale.

L'UNICEF était également représenté par Omar Abdi, Directeur exécutif Adjoint, à la RMF Afrique et par Karin Hulshof, Directrice régionale pour l'Asie de l'Est et le Pacifique à la RMF Asie et Pacifique.



Le Dr. Tedros Ghebreyesus, Directeur général de l'OMS, a partagé l'opinion d'Henrietta Fore, estimant que la pandémie avait rappelé au monde le caractère fondamental de la santé publique. **« Lorsque certaines populations ne sont pas protégées, cela nous met tous en péril »**, a-t-il souligné. Les investissements en faveur de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène sont selon lui une condition *sine qua non* pour garantir la santé et la productivité des populations. Ces investissements, qui permettent de soutenir les droits humains et de sauver des vies, doivent être perçus comme des stratégies « sans regrets ». **« L'approvisionnement en eau, l'assainissement et l'hygiène sont un bien public mondial ; nous n'avons plus de temps à perdre »**, a conclu M. Ghebreyesus.



Mari Elka Pangestu, Directrice générale des politiques de développement et des partenariats de la Banque mondiale, a souligné le besoin de partenariats et de participation entre les organismes et les groupes de parties prenantes pour parvenir à modifier les comportements en profondeur, et précisé que **la Banque mondiale se tenait prête à œuvrer pour l'accès universel à l'eau et à l'assainissement, non seulement pour lutter contre la crise de la Covid-19, mais également pour garantir la résilience des populations face aux futures pandémies et investir dans l'avenir de tous**.



Mauricio Claver-Carone, Président de la Banque interaméricaine de développement, a expliqué qu'en Amérique latine et aux Caraïbes, la ressource en eau présentait le paradoxe d'être aussi abondante que rare. Davantage d'investissements sont donc requis pour réduire ces inégalités. Selon lui, la Covid-19 nous rappelle qu'aucune stratégie de santé publique ne peut fonctionner sans un accès fiable à l'eau salubre.



Le Dr. Bambang Susantono, Vice-président de la Banque asiatique de développement, a précisé que pour lutter contre la pandémie de Covid-19, la BAD avait recours à de nouveaux dispositifs intégrés en matière d'EAH et de santé incluant une assistance technique, des prêts et des alliances stratégiques. Cette démarche permet non seulement de faire face à la pandémie, mais également de soutenir l'objectif à long terme fixé par la banque, lequel consiste à se concentrer davantage sur les maladies liées à l'eau, la santé et les moyens de subsistance par le biais d'une approche inclusive ciblant les groupes vulnérables.



Kevin Rudd, Président de haut niveau de SWA, a quant à lui rappelé la nature éminemment politique des financements, précisant que les ministres pouvaient transformer cette crise en opportunité politique. Selon lui, l'absence d'investissements dans l'EAH se traduit en effet par des opportunités perdues sur le plan économique et politique. **« Parce qu'ils créent des emplois, renforcent la santé de vos communautés et améliorent le développement global de vos pays, les investissements dans les projets EAH comptent parmi ceux les plus judicieux à faire »**, a déclaré Kevin Rudd. Alors qu'ils luttent contre la crise de la Covid-19, les pays doivent saisir l'occasion qui leur est offerte pour investir en priorité dans l'EAH, une démarche qui leur permettra à la fois de prévenir la propagation du virus et de rebâtir leur économie.

Lors de son intervention, M. Rudd a présenté le Manuel de SWA aux participants. Destiné aux ministres des finances, cet ouvrage comporte des pistes pour améliorer l'efficacité des investissements publics ainsi que des exemples concrets de financement de projets d'assainissement et d'alimentation en eau dans différents pays.

TEMPS FORTS DE LA RMF AFRIQUE



La Réunion des ministres des finances de la région Afrique (qui s'est tenue le 4 novembre dernier) a été animée par **Canisius Kanangire, Secrétaire général du Conseil des ministres africains chargés de l'eau (CMAE), et Catarina de Albuquerque, Présidente-directrice générale de SWA**. Les Ministres des finances du **Zimbabwe** et d'**Égypte** ont répondu à des questions portant sur leur expérience en matière d'EAH.

Selon le Programme commun OMS/UNICEF de suivi de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène, en Afrique subsaharienne, seuls cinq pays sont sur la bonne voie pour atteindre l'ODD 6, les progrès restant lents pour 39 pays tandis que dans cinq autres, les progrès autrefois accomplis sont en passe d'être perdus, les investissements réalisés dans le secteur ayant été dépassés par la croissance démographique rapide.

Lors de sa présentation du contexte régional, **Wambui Gichuri, Vice-présidente par intérim de la Banque africaine de développement**, a précisé que le nombre d'emplois créés chaque année en Afrique couvrirait seulement 10 % à 20 % des *besoins réels* de la région. Les investissements dans le secteur EAH représentent donc une opportunité pour la jeunesse puisqu'ils vont de pair avec des décennies d'avantages d'ordre sanitaire, environnemental, économique et social.



Selon la Vice-présidente, cette crise sanitaire continuera d'avoir des répercussions économiques et sociales importantes sur la région, la perte de croissance occasionnée par la pandémie étant estimée à une, voire à plusieurs décennies. Le nombre de cas confirmés de Covid-19 en Afrique étant amené à croître, les discussions sur l'augmentation des financements en faveur de l'EAH sont donc essentielles pour mieux protéger le continent contre la Covid-19 mais aussi contre les autres maladies et pandémies à venir. Préserver la santé des populations permet à ces dernières de participer à l'économie de leur pays.

TEMPS FORTS DE LA RMF AFRIQUE



M. Mthuli Ncube,
Ministre des finances
du Zimbabwe

Au Zimbabwe, l'élaboration d'une stratégie d'assainissement axée sur la demande a été éclairée par un examen participatif et minutieux des approches précédentes. Constatant les investissements considérables réalisés par les ménages en faveur de l'assainissement, le Gouvernement a mis en place une politique d'assainissement s'inscrivant dans le droit fil de cette tendance. Les foyers ruraux sont ainsi encouragés à investir dans des installations sanitaires simples, économiques et efficaces et dans des puits protégés tandis que le Gouvernement exerce un rôle de régulation et de soutien en accordant des subventions à ceux qui n'ont pas les moyens de faire construire de telles installations. Ce partenariat entre les ménages et le Gouvernement contribue à renforcer la salubrité de l'eau et à garantir son approvisionnement au niveau des foyers.



D^r Mohamed
Maait, Ministre des
finances d'Égypte

Les efforts déployés par l'Égypte pour élaborer un cadre de financement vert permettront au pays de financer les futurs projets au moyen d'obligations vertes d'une valeur totale de 750 millions de dollars des États-Unis. Cette approche, qui consiste à émettre des titres respectueux du climat, à établir un précédent sur le marché et à encourager le secteur privé à utiliser des instruments de financements durables, est une première dans la région.

Le portefeuille égyptien de projets verts éligibles pour ces financements représente un total d'1.9 milliard de dollars E.U., dont 26 % sont consacrés à la gestion durable de l'eau et des eaux usées et 39 % à la réduction et à la maîtrise de la pollution.



M^{me} Élysée
Munembwe
Tamukumwe,
Vice-première ministre et
Ministre de la planification
de la République
démocratique
du Congo

La RDC investit actuellement dans des systèmes plus efficaces dans le but de générer des retombées économiques et sociales et de stimuler l'économie. Le pays encourage également la création de partenariats multipartites.



M^{me} Zainab
Shamsuna Ahmed,
Ministre des finances,
du budget et de la
planification nationale
du Nigéria

Investir dans le secteur EAH revient à investir dans le capital humain. Il s'agit donc d'un investissement direct dans l'économie. La Covid-19 offre une occasion aux pays d'améliorer l'approvisionnement en eau et l'assainissement ainsi que l'éducation. **« Il ne s'agit pas ici d'éduquer uniquement les individus, mais également de faire comprendre à l'exécutif et au parlement combien il est judicieux d'investir dans l'EAH. »**



M. Samuel
D. Tweah Jr.,
Ministre des finances
du Libéria

La part des fonds internationaux consacrés au traitement des maladies liées à l'eau est colossale par rapport à celle allouée à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène. **« Nous devons changer de paradigme en axant les financements non plus sur le traitement des maladies, mais sur leur prévention. »** Ainsi, lors des discussions avec les financeurs, il semble important de mentionner les indicateurs EAH, tels que la défécation à l'air libre, et pas uniquement la mortalité infantile et maternelle ou le retard de croissance chez l'enfant.

TEMPS FORTS DE LA RMF AFRIQUE



**M. Tesfay
Gebreselasie,
Ministre de
l'aménagement
du territoire,
des ressources en eau
et de l'environnement
d'Érythrée**

L'eau et l'assainissement sont directement liés aux droits humains. Les campagnes de sensibilisation du public et le secteur EAH, en particulier l'hygiène, constituent des priorités de premier ordre dans le cadre de la lutte contre la Covid-19. De nombreux défis demeurent néanmoins, les changements climatiques contribuant à aggraver les pénuries d'eau. Les besoins en termes d'investissements sont colossaux, mais l'Érythrée dispose désormais d'une feuille de route chiffrée pour mettre un terme à la défécation à l'air libre d'ici à 2022. **« La coopération de l'ensemble des partenaires du développement dans le pays est hautement appréciée, et nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour atteindre nos objectifs. »**



**M. John Barsa,
administrateur adjoint
par intérim de l'Agence
des États-Unis pour
le développement
international (USAID)**

Les femmes et les filles, premières victimes des pénuries d'eau, sont exposées au risque de transmission de la Covid-19 lorsqu'elles utilisent les points d'eau publics. La violence liée au genre s'est par ailleurs intensifiée pendant la pandémie.

Il est de notre responsabilité à tous de veiller à ce que les systèmes d'approvisionnement en eau soient moins vulnérables lors de la prochaine crise. **« Si nous n'investissons pas maintenant dans ces infrastructures, l'ensemble des populations du continent africain paieront un coût plus élevé à terme. »** M. Barsa a par ailleurs souligné que l'USAID avait signé l'Appel à l'action de SWA sur la Covid-19.



**M^{me} Sareen Malik,
coordinatrice
et secrétaire du conseil
du Réseau africain
des organisations de la
société civile sur l'eau et
l'assainissement (ANEW)
et représentante de la
société civile**

La majeure partie des subventions sont dédiées aux usagers existants plutôt qu'à l'extension des services aux populations qui n'y ont pas accès. La question est donc de savoir comment garantir que de telles aides réduisent les inégalités, en particulier lors de crises comme celle de la Covid-19. La société civile souhaite travailler main dans la main avec les gouvernements pour garantir la pleine participation des citoyens dans la définition et l'affectation des allocations budgétaires. **« Notre objectif est de vous aider à rendre visibles les groupes invisibles. »**



**M. Aaron Salzberg,
Directeur de l'Institut
de l'eau de l'Université
de Caroline du Nord
aux États-Unis
et représentant des
instituts de recherche
et d'enseignement**

En tant qu'ancien expert, je peux affirmer que **fournir un accès universel aux services d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement est plus complexe qu'il n'y paraît**. Il s'agit non seulement d'un défi d'ordre technique mais également d'ordre social, culturel et, dans de nombreux cas, politique. Et avant tout, il s'agit d'un défi d'ordre financier. Investir dans les instituts de recherche et d'enseignement nationaux et les inclure dans les processus décisionnels est par conséquent essentiel. Les experts nationaux peuvent vous aider à opter pour la technologie ou l'approche politique la plus appropriée.



**Prof. Yetunde
Odugbesan-Omede,
Zenith Water Projects,
Nigéria**

Les gouvernements doivent chercher des financements supplémentaires permettant de promouvoir les partenariats privés telles que les crédits d'impôt, les obligations bleues ou les réformes tarifaires. L'accès à l'eau et à l'assainissement ne pourra reposer sur les seules épaules du secteur public : le secteur privé doit offrir des moyens novateurs de créer et de gérer les systèmes EAH.



TEMPS FORTS DE LA RMF DE LA RÉGION AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

AMÉRICA LATINA Y EL CARIBE
REUNIÓN
DE MINISTROS
DE FINANZAS
18 noviembre 2020

La Réunion des ministres des finances de la région Amérique latine et Caraïbes organisée le 18 novembre dernier a été animée par **Rebeca Grynspan, Secrétaire générale d'Ibero-American**. Les Ministres des finances du **Costa Rica, du Guatemala et du Nicaragua** ont répondu à des questions portant sur leur expérience en matière d'EAH.

Le contexte régional a été présenté par **Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE**.

D'après le Programme commun OMS/UNICEF de suivi de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène, 14 pays sont en bonne voie pour atteindre les ODD, 12 doivent accélérer leurs progrès et cinq n'ont réalisé aucune avancée. Point intéressant, l'accès aux services d'alimentation en eau gérés en toute sécurité stagne à 79 % depuis 2005, tandis que l'accès aux services d'assainissement gérés en toute sécurité continue de progresser. En d'autres termes, si des progrès ont été accomplis, leur rythme n'est pas aussi rapide qu'espéré.

En outre, la Covid-19 a contribué à accentuer encore davantage ces difficultés et en plaçant l'approvisionnement en eau, l'assainissement et l'hygiène en première ligne de la lutte contre le virus. Les gouvernements ont ainsi distribué de l'eau gratuitement ou suspendu provisoirement les factures des fournisseurs de sorte que leurs populations ne soient pas privées d'un accès vital à l'eau et puissent se laver les mains. Ces mesures, qui se sont traduites par l'impossibilité, pour les prestataires, d'encaisser les montants qui leur étaient réellement dus alors que dans le même temps, les coûts avaient augmenté, ont entraîné des tensions financières supplémentaires sur des ressources déjà limitées.

Enfin, les effets des changements climatiques, qui se font ressentir dans de nombreux pays de la région, ont été abordés de manière récurrente lors de la réunion.



TEMPS FORTS DE LA RMF DE LA RÉGION AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES



M. Isaac Castro Esquivel, Vice ministre des finances du Costa Rica

Au Costa Rica, le principe du "pollueur-payeur", qui incite à réduire la charge polluante dans les cours d'eau afin de restaurer la qualité de l'eau, a contribué à modifier la façon dont les entreprises et les compagnies utilisent et traitent l'eau. Les fonds soulevés grâce à cette mesure sont investis dans des projets d'assainissement et d'éducation environnementale.



M. Alvaro Gonzalez Ricci, Ministre des finances publiques du Guatemala

Les phénomènes climatiques et météorologiques sont l'un des défis majeurs rencontrés par le Guatemala. Les ouragans entraînent des répercussions sur les ressources en eau ainsi que sur le niveau d'endettement du pays. Ce dernier, qui ne souhaite pas s'endetter davantage malgré les nombreuses offres de prêts, souhaiterait avoir accès aux fonds verts.

Le budget national consacré à l'eau et de l'assainissement est accessible en ligne et fait l'objet d'audits. Par ailleurs, le Guatemala collabore avec les communautés pour que ces dernières comprennent les tenants et aboutissants de ces informations et puissent formuler des observations à ce sujet. La mise en place de mesures incitatives est en règle générale nécessaire pour le financement de l'EAH puisqu'il s'agit de l'un des investissements les plus importants sur le plan social après l'éducation et la santé.



M. Iván Acosta Montalván, Ministre des finances et du crédit public du Nicaragua

« L'approvisionnement en eau, l'assainissement et l'hygiène sont nécessaires à l'égalité et l'absence de ces services est intrinsèquement liée à la pauvreté. Il est par ailleurs impossible d'aborder cette problématique sans y associer la dimension de changement climatique. »

Le Nicaragua, dont la majorité des problèmes d'accès à l'électricité est résolue, peut désormais se concentrer sur son secteur EAH.

Le pays doit créer un environnement favorable à l'investissement au-delà du seul secteur public et inclure les collectivités locales et la communauté internationale dans la recherche, non plus de dons, mais de solutions concrètes et d'investissements stratégiques.

Sur le plan de la santé publique et pour replacer les choses dans leur contexte, si, **« aujourd'hui, nous sommes très préoccupés par la crise de la Covid-19, il ne faut pas oublier qu'au cours des dix dernières années, huit millions de personnes sont mortes de la dysenterie et du choléra. »**



M. Magdy Esteban Martínez Solimán, Directeur de l'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECID)

Dans le cadre de la coopération internationale, l'AECID, confrontée à un besoin d'investissements publics dans les services essentiels, redéfinit sans cesse son rôle. L'Espagne a ainsi mis en place des programmes de financement dans 18 pays d'Amérique latine et des Caraïbes au moyen de subventions et de prêts. **« Forts des enseignements tirés des nombreuses erreurs commises dans le passé, nous pouvons également fournir des conseils techniques aux pays qui en ont besoin. »**



TEMPS FORTS DE LA RMF DE LA RÉGION AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES



M. Juan Bofill,
ingénieur des eaux
principal de la
Banque européenne
d'investissement

La Banque européenne d'investissement a formulé les engagements suivants : intégrer avant 2025 une dimension liée au climat et au développement durable à l'ensemble de ses investissements, et aligner ces derniers, ainsi que ses engagements, sur les objectifs de l'Accord de Paris.

Le secteur de l'eau étant essentiel pour renforcer la résilience face aux changements climatiques, l'égalité d'accès à l'EAH doit faire partie intégrante de cette démarche.



**M. Michel
Patrick Boisvert,**
Ministre des finances
d'Haïti

La réforme du secteur EAH actuellement en cours en Haïti inclut une stratégie en matière d'assainissement, la décentralisation des services, l'autonomie financière des prestataires, une meilleure planification budgétaire, des mécanismes de coopération intersectoriels entre trois ministères ainsi que l'engagement, de la part de chaque municipalité, de mettre un terme à la défécation à l'air libre.

« Les actions menées dans les autres pays et mises en avant aujourd'hui nous ont inspirés. Nous avons également pris note de l'appui de la Banque de développement au financement des programmes d'assainissement. »



M. Liliam Rivera,
Vice-ministre des
finances du Honduras

Le climat entraîne des répercussions sur la disponibilité de l'eau. Les ODD 6 et 13 étant interdépendants, notre objectif est de gérer et de limiter les conséquences des changements climatiques. Les phénomènes liés au climat, aux sécheresses et à la déforestation ont des effets catastrophiques. Le Honduras a donc décidé d'investir en priorité dans les infrastructures visant à promouvoir l'agriculture durable et à réduire la déforestation. Cette stratégie a pour résultat de créer des emplois supplémentaires et de renforcer la résilience.

Le Ministère des finances supervise les mécanismes de financement et d'investissement en faveur de l'EAH ainsi que les autorités de régulation. **« Nous avons mis sur pied un plan d'action, qui, nous l'espérons, bénéficiera du soutien international ainsi que des fonds verts. »**



Visionnez la vidéo
de la Réunion
des ministres des
finances Amérique
latine et les
Caraïbes 2020
fmm-swa.org

TEMPS FORTS DE LA RMF DE LA RÉGION AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES



**M. Vijay
Rangarajan,**
Directeur général
des Amériques et des
territoires d'outre-mer,
Bureau britannique du
développement, des
affaires étrangères et du
Commonwealth (FDCO),
Royaume-Uni

Dans le monde, de nombreuses maladies ont vu leur incidence baisser grâce à l'importance accrue accordée à l'EAH.

« Au regard des objectifs très ambitieux fixés par la COP 26, nous pouvons vous aider à garantir que vos contributions déterminées au niveau national et vos plans d'adaptation sont axés sur la résilience et sur le rôle crucial que joue l'EAH dans la lutte contre les changements climatiques. »



**M^{me} Yalkiria
Pineda, Directrice
générale de CEAMUJER
au Nicaragua
et représentante
des organisations
de la société civile**

La région Amérique latine et Caraïbes compte plus de 200 000 comités de gestion de l'eau pilotés par la communauté, lesquels investissent l'équivalent de plus de 7 milliards de dollars par an en travaux bénévoles. Cette contribution concrète au budget national demeure cependant invisible. Il est fondamental de concentrer nos efforts sur ce modèle de gestion communautaire durable et de le déployer à plus grande échelle.

Les investissements et le renforcement des capacités sont deux conditions nécessaires à la restauration des infrastructures détruites par les ouragans. Elles offrent également une occasion d'améliorer la transparence en matière d'informations budgétaires.



M^{me} Sasha Kramer,
Directrice générale
de Sustainable Organic
Integrated Livelihoods
(SOIL) en Haïti
et représentante
du secteur privé

Les entreprises du secteur social sont en première ligne lorsqu'il s'agit de gérer les crises sanitaires. **« Pour pouvoir offrir à tous un accès aux services essentiels, nous devons repenser la manière dont nous collaborons, trouver de nouveaux moyens de soutenir l'entrepreneuriat local et mettre un terme à la dépendance financière. »**



Torgny Holmgren,
Directeur général
de l'Institut international
de l'eau à Stockholm
et représentant des
instituts de recherche et
d'enseignement

La collaboration avec les instituts de recherche et d'enseignement est essentielle. La science nous montre comment avancer et peut notamment nous aider à prédire l'évolution de la Covid-19.

« Nous devons trouver un équilibre entre durabilité financière et renforcement de l'efficacité et de la résilience du secteur de l'eau. »

Il nous faut également parvenir à renforcer la redevabilité de manière à garantir le bon usage des fonds et à rétablir la confiance des citoyens et des institutions dans les investissements réalisés en faveur du secteur.

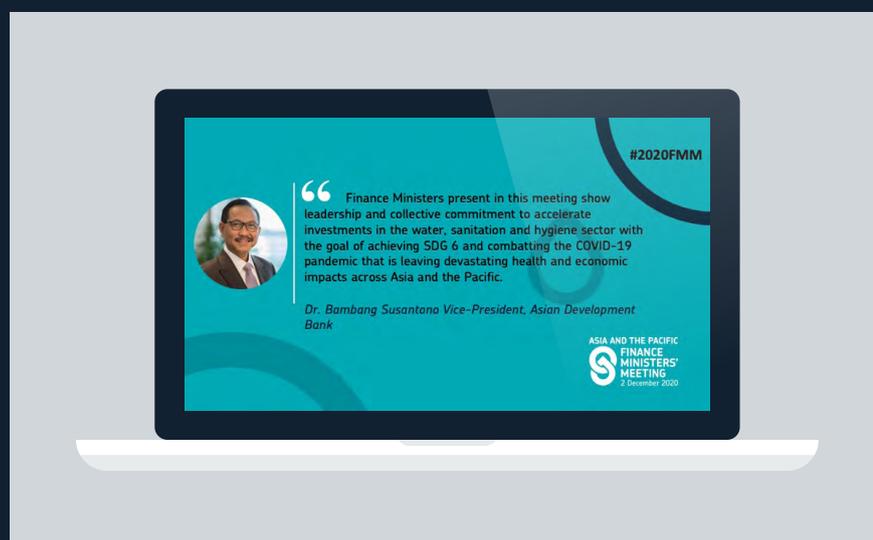
« Quand on investit dans l'approvisionnement en eau, l'assainissement et l'hygiène, l'objectif n'est pas de devenir riche, mais de briser le cercle vicieux de la pauvreté », a ajouté l'animatrice de la réunion, M^{me} Rebeca Grynspan, en guise de conclusion.

TEMPS FORTS DE LA RMF ASIE-PACIFIQUE

ASIA AND THE PACIFIC
FINANCE
MINISTERS'
MEETING
2 December 2020

La Réunion des ministres des finances de la région Asie-Pacifique, qui s'est tenue le 2 décembre dernier, a été animée par **Jyoti Shukla, Directrice du Pôle infrastructure et urbanisation de Singapour au sein de la Banque mondiale**, et **Catarina de Albuquerque, Présidente-directrice générale de SWA**. Les Ministres des finances du **Népal, de la République des Fidji, d'Indonésie, de la République des Maldives et du Sri Lanka** ont répondu à des questions portant sur leur expérience en matière d'EAH.

Le contexte régional a été présenté par la **Directrice des affaires étrangères au sein du Fond vert pour le climat, M^{me} Oyun Sanjaasuren**.



D'après les données issues du Programme commun OMS/UNICEF de suivi de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement, 16 pays de la région sont en passe d'atteindre les ODD relatifs à l'eau, 18 progressent encore trop lentement et 7 n'enregistrent aucun progrès.

La défécation à l'air libre, qui a baissé pour atteindre aujourd'hui des niveaux proches de ceux de la moyenne mondiale, est encore pratiquée par 9 % de la population, contre 27 % en 2001. Bien que ces résultats soient objectivement encourageants, 439 millions de personnes ne disposaient toujours pas des services d'assainissement de base en 2017.

TEMPS FORTS DE LA RMF ASIE-PACIFIQUE



M. Bishnu Prasad Paudel, Ministre des finances du Népal

« Au Népal, la participation du public aux activités de protection des ressources en eau et aux œuvres sociales est une pratique courante depuis toujours. »

La campagne récente visant à éliminer la défécation à l'air libre a gagné en ampleur pour devenir un mouvement social fondé sur le plan directeur du pays pour l'assainissement. Le principe clé des contributions volontaires a été soutenu par la politique d'assainissement, les structures institutionnelles, le renforcement intensif des capacités, ainsi que par l'appropriation et la répartition des responsabilités entre les différentes parties prenantes.



M. Aiyaz Sayed-Khaiyum, Procureur général et Ministre de l'économie, des services publics et des communication de la République des Fidji

« Sur la partie du globe que nous habitons, financer le développement revient à verser des fonds pour le climat. »

Il est essentiel d'avoir des infrastructures résilientes aux changements climatiques. En effet, les nombreux cyclones ayant frappé les Fidji au cours des dernières années ont à chaque fois réduit davantage notre PIB. Heureusement, le pays est parvenu à accéder au Fond vert pour le climat pour élargir ses services d'approvisionnement en eau et d'assainissement. L'élaboration de programmes stratégiques de développement à long terme, l'engagement des partenaires, la mobilisation des connaissances locales et le renforcement des capacités ont été autant d'éléments déterminants pour l'obtention de ce fonds.



M. Suahasil Nazara, Vice-ministre des finances d'Indonésie

Si la pandémie de COVID-19 pose de nombreux défis et impose de faire des choix souvent très difficiles, les activités relatives à l'eau et à l'assainissement peuvent jouer un rôle majeur dans le cadre de la riposte contre le virus, notamment parce qu'elles nécessitent souvent une main d'œuvre importante et permettent ainsi de créer les nombreux emplois dont le pays a besoin.

L'approvisionnement en eau, l'assainissement et l'hygiène ne doivent pas être planifiés à court terme mais requièrent au contraire une vision à long terme.



M. Ismail Ali Manik, Ministre d'État aux finances de la République des Maldives

Malgré la pandémie de COVID-19, le pays est parvenu à augmenter la part de son budget dédiée au secteur de l'EAH. Une hausse budgétaire rendue en grande partie possible grâce à la participation des différents ministères, à la communication interministérielle dont ils ont su faire preuve et à l'engagement des experts du secteur.



M. Ajith Nivard Cabraal, Ministre d'État à la réforme des marchés monétaires et de capitaux et des entreprises d'État du Sri Lanka

En 2006, 72 % de la population bénéficiait d'un accès à l'électricité et l'objectif était d'atteindre l'accès universel au terme de la décennie suivante. Au bout de 9 ans, le taux de couverture était de 99 %. Fort de cette expérience, le pays applique aujourd'hui la même stratégie pour l'eau et l'assainissement.

TEMPS FORTS DE LA RMF ASIE-PACIFIQUE

CONTRIBUTIONS DES MINISTRES DU SECTEUR



**M. Shri Gajendra
Singh Shekhawat,
Ministre de Jal Shakti
en Inde**

Investir dans l'approvisionnement en eau, l'assainissement et l'hygiène constitue une stratégie judicieuse puisque cela permet d'améliorer la qualité de vie, la sécurité, la dignité des femmes, le développement physique et cognitif et les capacités d'apprentissage des enfants ainsi que la productivité de la nation tout entière. Différentes études font état d'améliorations remarquables concernant la vie des communautés rurales en Inde, la qualité des eaux souterraines et le taux de mortalité infantile, autant d'éléments qui témoignent de l'importance de chaque dollar investi dans l'assainissement.



**M. Tazul
Islam, Ministre
des collectivités locales,
du développement rural
et des coopératives
du Bangladesh**

Le Bangladesh travaille à la réalisation des cibles 1 et 2 de l'ODD 6, visant ainsi à fournir des infrastructures d'assainissement et d'approvisionnement en eau pour tous malgré la pandémie de Covid-19. Le Ministère du secteur demande par conséquent une enveloppe budgétaire supplémentaire au Ministère des finances pour l'aider à atteindre cet objectif.



**M. Nguyen Hoang
Hiep, Vice-ministre
de l'agriculture
et du développement
rural du Viet Nam**

« Le financement est un problème majeur et lorsqu'on dispose de fonds, la question de leur répartition est un véritable casse-tête. »
Par exemple, dans certaines régions, nous ne sommes pas en mesure de fournir un approvisionnement en eau centralisé car en plus des obstacles d'ordre financier, il nous faut surmonter les problèmes que posent certaines pratiques ou coutumes traditionnelles.



**M^{me} Bina Magar,
Ministre de
l'approvisionnement
en eau du Népal**

Pour atteindre ses objectifs nationaux ainsi que l'ODD 6, le Népal met à l'essai différents modèles d'appui à l'investissement dans le secteur EAH. Des lignes directrices sont donc en cours d'élaboration par les autorités provinciales, régionales et fédérales pour encadrer le cofinancement du secteur, les modèles actuellement à l'essai reposant sur un recouvrement intégral des coûts et sur le financement mixte.



**M. Christian
Frutiger,
Vice-président
de l'Agence suisse
pour la coopération
au développement**

Tirer le meilleur parti des effets de levier qu'offrent les nouveaux instruments innovants et le financement mixte n'est pas une entreprise facile. Si le marché de l'EAH était simple, cela aurait été fait depuis bien longtemps.

L'approvisionnement en eau, l'assainissement et l'hygiène sont autant d'opportunités à saisir dans le cadre de la crise de Covid-19, car si tous les regards sont rivés sur les diagnostics, les traitements et les vaccins, il ne faut pour autant pas oublier que pour surmonter cette pandémie, l'accès à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène est indispensable dans tous les pays du monde. **« Cette crise illustre on ne peut mieux le rôle fondamental de l'EAH ».**



**M. Amano Yusuke,
Premier vice-président
de l'Agence japonaise
de coopération
internationale (JICA)**

L'agence japonaise de coopération internationale insiste sur l'importance de l'investissement pour améliorer la résilience et réduire le risque de catastrophes telles que, notamment, la pandémie de COVID-19. Les compagnies des eaux doivent générer des revenus et se doter d'une gestion financière solide pour réduire le fardeau financier incombant aux gouvernements.

TEMPS FORTS DE LA RMF ASIE-PACIFIQUE



**M. Bertrand
Walckenaer,
Directeur général
délégué de l'Agence
française de
développement (AFD)**

Pour combler les importants déficits de financement qui minent le secteur, il faut améliorer la gouvernance et se concentrer sur l'efficacité des coûts. Cela permettra à l'EAH d'attirer les financements dont elle a besoin, que ceux-ci soient publics ou privés.

L'AFD a récemment organisé le premier Sommet Finance en Commun qui a rassemblé 450 banques publiques de développement. **« Nous avons, avec l'aide de SWA et d'autres institutions de financement du développement, créé une coalition chargée de définir le rôle des banques publiques de développement dans le secteur. »**



**Dr Bounkong
Syhavong,
Ministre de la
santé du Laos**

L'approvisionnement en eau, l'assainissement et l'hygiène ont joué un rôle essentiel dans la riposte du Gouvernement contre la COVID-19, notamment dans la mise en œuvre de son programme socioéconomique et de son objectif visant à atteindre une couverture de santé universelle d'ici à 2025.



**Dr Hussain
Rasheed Hassan,
Ministre de
l'environnement
de la République
des Maldives**

Les Maldives se sont engagées à atteindre l'ODD 6 bien avant la date butoir de 2030 fixée par l'Organisation des Nations Unies. La loi sur les eaux usées promulguée cette année constitue un cadre juridique permettant de réglementer le secteur EAH et d'encourager les investissements de la part du secteur privé.



**M. Vasudeva
Nanayakkara, Ministre
de l'approvisionnement
en eau du Sri Lanka**

Le financement constitue le principal problème du secteur EAH. Le Sri Lanka attache une grande importance à la protection sociale et dédie une part conséquente de son budget au déploiement des programmes d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène, garantissant ainsi leur mise en œuvre effective et efficace, notamment grâce au développement des institutions, des compétences, et à la formation du personnel aux technologies. Il est important de stimuler la main-d'œuvre.



**M. Jone Usamate,
Ministre des
infrastructures et
des transports, de la
gestion des catastrophes
naturelles et des services
météorologiques de la
République des Fidji**

Le droit à l'eau étant inscrit dans la constitution des Fidji, l'État a l'obligation de fournir une eau salubre à l'ensemble de sa population.

Si des partenariats entre les secteurs public et privé permettent de desservir les zones urbaines, la fourniture d'eau dans les zones rurales et isolées est beaucoup plus problématique. L'aide des partenaires du développement est nécessaire pour atteindre ces régions et garantir que personne ne soit laissé de côté.



**M. Lyonpo
Dorji Tshering,
Ministre des travaux
publics et des
établissements humains
du Bhoutan**

Si le pays dispose d'importantes ressources en eau par habitant, il souffre cependant d'une mauvaise gestion de ses services d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Il est par conséquent nécessaire de restructurer le secteur en créant un organisme spécifiquement dédié à l'EAH et disposant de son propre budget. Les informations recueillies lors de la Réunion des ministres des finances seront donc des plus utiles pour le Bhoutan.

TEMPS FORTS DE LA RMF ASIE-PACIFIQUE



**M. Virgilio (Perry)
Rivera, Directeur
opérationnel de Manila
Water aux Philippines**
et représentant
du secteur privé

Les partenariats public-privé fonctionnent. Ils permettent d'obtenir d'excellents résultats en améliorant l'accès à l'eau potable et à l'assainissement sans pour autant conduire à une augmentation des dépenses publiques. **« En Asie, des entreprises locales ont commencé à déployer à grande échelle des modèles novateurs permettant d'élargir l'accès à l'EAH à moindre coût, lesquels pourraient bientôt être en mesure de s'autofinancer. »**



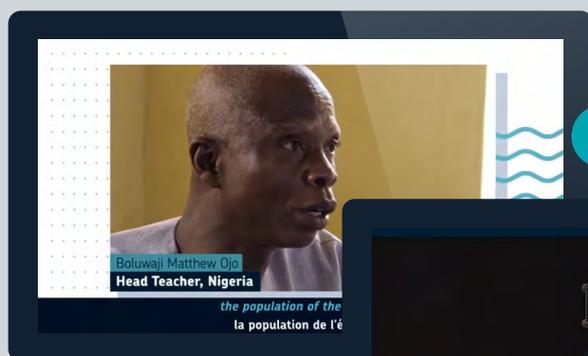
**M^{me} Vedika
Bhandarkar,
Responsable de
l'impact mondial
au sein de water.org**
et représentante
des organisations
de la société civile

La lutte contre cette pandémie mondiale doit viser en priorité les populations les plus marginalisées car si elles sont les premières victimes de la crise, elles sont également les principales actrices du redressement des pays. La budgétisation et l'allocation de fonds pour l'approvisionnement en eau, l'assainissement et l'hygiène doivent donc tenir compte des coûts supplémentaires qu'impliquent les besoins particuliers de chacun de ces groupes vulnérables.



**M^{me} Juliet Willetts,
Directrice de recherche
au sein de l'Institut pour
des avenir durables
de l'Université de
technologie de Sydney
(ISF-UTS), et représentante
des instituts de recherche
et d'enseignement**

Les données probantes tirées des études des organisations de recherche et d'enseignement peuvent aider à évaluer les politiques et les programmes, à formuler des observations à leur sujet, à mieux cibler les investissements ou encore à garantir, par exemple, que les inégalités sont véritablement prises en compte. De telles données peuvent également contribuer à justifier l'augmentation des investissements dans le secteur de l'eau et de l'assainissement et aider à élargir le soutien apporté par le public et les institutions.



Visionnez la vidéo de la
Réunion des ministres
Asie et le Pacifique 2020
fmm-swa.org



CONCLUSIONS



Visionnez la vidéo de la
Réunion des ministres des
finances Afrique 2020
fmm-swa.org



M^{me} Cecilia Dapaah,
Vice-présidente du
Conseil des ministres
africains chargés
de l'eau pour l'Afrique
de l'Ouest, et Ministre
de l'assainissement
et des ressources
en eau du Ghana.

RMF Afrique

L'approvisionnement en eau, l'assainissement et l'hygiène constituent le lien entre la santé publique et l'économie. Les investissements dans la construction de nouveaux systèmes ne créent pas uniquement des emplois, en particulier pour les jeunes, mais génèrent également des retombées sanitaires, économiques et sociales pour les décennies à venir. Grâce à cette réunion, les ministres des finances, forts des différentes expériences qu'ils ont partagées, seront plus à même d'apprécier le secteur EAH et de hisser ce dernier au rang des priorités lorsque viendra le temps des difficiles négociations budgétaires.

Les gouvernements doivent non seulement inscrire le secteur EAH au cœur de leurs priorités, mais également faire preuve d'un leadership politique fort au plus haut niveau permettant la mise en place de mesures de financement cohérentes à long terme ainsi que le renforcement du Fonds africain pour l'eau, notamment grâce à la mobilisation des investisseurs locaux autour du secteur.

CONCLUSIONS



M^{me} Jennifer Sara,
Directrice de Global
Water Practice,
Banque mondiale.
RMF Amérique
latine et Caraïbes

Tout d'abord, le leadership politique au plus haut niveau est primordial. Les financements publics et privés doivent en outre permettre d'atteindre des objectifs spécifiques. Il est ensuite nécessaire de nouer des partenariats entre les secteurs public et privé ainsi que des partenariats avec la société civile. Enfin, l'inclusion des communautés est essentielle si l'on souhaite faire évoluer les comportements à long terme.



**M^{me} Yamileth
Astorga, Directrice
générale de l'Institut
costaricien des aqueducs
et des égouts, a
remercié les participants
au terme de la RMF
de la région Amérique
latine et Caraïbes.
RMF Amérique
latine et Caraïbes**

Investir dans l'eau et l'assainissement revient à investir dans la prévention des maladies. L'accès à des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement permet non seulement de protéger la santé des populations mais également de promouvoir, entre autres, le développement économique et le tourisme.



**M. Josaphat
Rizal Primana,
Vice-ministre des
équipements et des
infrastructures par
intérim d'Indonésie.
RMF Asie-Pacifique**

Fidèle à l'engagement pris au niveau mondial d'atteindre l'ODD 6, l'Indonésie est ravie d'accueillir la prochaine réunion des ministres du secteur de SWA qui se tiendra au cours du dernier trimestre 2021 et à laquelle seront invités, au nom du Ministre de la planification, tous les ministres responsables de l'EAH.

À cette occasion, les ministres en charge de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène auront la possibilité de partager leurs expériences et d'apprendre de celles des autres pays ainsi que de renouveler leurs engagements en faveur de l'eau et l'assainissement pour tous.



**Patrick Moriarty,
Président du Comité
directeur de SWA,
a remercié les
participants au terme
des RMF des régions
Afrique et Asie-Pacifique**

Ces trois Réunions des ministres des finances, auxquelles ont pris part près de 70 ministres, ont été un véritable succès.

« Le partenariat Assainissement et eau pour tous n'est rien sans ses partenaires. Mesdames et Messieurs les Ministres, vous êtes nos membres les plus importants et nous nous en remettons à votre leadership.

Certes, le défi que nous avons à relever est immense pour financer notre objectif commun visant à garantir l'accès à des services d'assainissement, d'eau et d'hygiène pour tous, en tout temps et en tout lieu d'ici à 2030. Mais en vous écoutant aujourd'hui, je crois que nous en sommes capables. Je sais que nous en sommes capables. En témoignent vos propos ainsi que ceux de vos homologues d'ores et déjà engagés dans cette démarche.

J'espère que nous aurons la possibilité de nous voir en personne l'année prochaine en Indonésie à l'occasion de la Réunion des ministres du secteur qui se tiendra, souhaitons-le, dans un monde sorti de la pandémie de Covid-19. »

PROCHAINS ÉVÉNEMENTS

Les Réunions des ministres des finances ne sont pas des événements isolés. Elles jouent un rôle crucial dans la stratégie de SWA visant à réaliser notre vision de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène pour tous, en tout temps et en tout lieu. Le partenariat SWA va désormais s'atteler à mettre en pratique toutes les leçons tirées de ces réunions.

Les discussions qui ont commencé pendant le processus préparatoire des RMF se poursuivront, aidant ainsi les partenaires de SWA à nouer des relations plus étroites avec les ministres des finances au niveau national ainsi qu'entre les pays. Ces coopérations contribueront également à la Réunion des ministres du secteur de 2021.

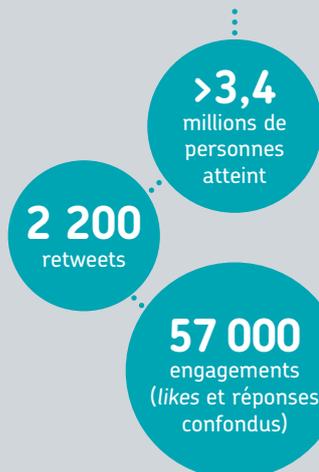
SWA organisera également des réunions d'information interministérielles au niveau national, des mises en relation ainsi que des échanges de connaissances entre pairs (notamment des webinaires) axées sur l'amélioration du financement du secteur, et continuera à travailler avec les gouvernements pour identifier les goulots d'étranglement qui empêchent les pays de lever des fonds supplémentaires pour le secteur. Le manuel de SWA pour les ministres des finances constituera à cet égard un outil essentiel.



PROMOTION DES RÉUNIONS DES MINISTRES DES FINANCES

Jamais la communication de SWA autour des Réunions des ministres des finances n'avait rencontré un tel succès.

Les partenaires du monde entier ont utilisé les matériels de communication de l'événement, tout en assurant l'utilisation du hashtag **#2020FMM**



Les RMF des régions Afrique, Amérique latine et Caraïbes, et Asie-Pacifique, retransmises en direct sur les différents comptes de SWA sur les réseaux sociaux (Twitter, Facebook, LinkedIn et YouTube) **ont attiré en tout plus de 27 000 spectateurs.**

>67 tribunes et articles

traitant des réunions et des thématiques abordées, ont été publiés dans la presse



En outre, dans le cadre de la préparation aux réunions, **>30 articles** rédigés par des partenaires et des experts sur l'investissement dans l'approvisionnement en eau, l'assainissement et l'hygiène ont été publiés sur le site web du partenariat, sur lequel a également été tenu un blog en direct couvrant le processus préparatoire dans les différents pays partenaires de SWA.



PARTICIPATION ET RETOUR D'INFORMATION IMMÉDIAT SUR LES RÉUNIONS

Les participants aux Réunions des ministres des finances étaient issus des quatre coins du monde. Si la société civile était le groupe catégoriel le plus représenté lors des réunions des régions Afrique et Asie-Pacifique, les représentants des gouvernements formaient le groupe le plus important de la RMF Amérique latine et Caraïbes. Près de 30 % des participants n'étaient pas des partenaires de SWA, ce qui traduit un intérêt pour cet événement dépassant le simple cadre du partenariat.

Les participants souhaitaient découvrir les expériences et initiatives concrètes d'autres pays et entendre les ministres des finances expliquer leurs positions, leurs réflexions, leurs défis et leurs succès en matière d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène. La réunion semble avoir répondu aux attentes de la plupart d'entre eux puisqu'elle a obtenu une note de satisfaction de 3,8 sur 5.



En outre, près de 70 % des participants ont indiqué qu'il était fort probable que les connaissances et les expériences partagées au cours des réunions leur soient utiles à l'avenir.

« Nous avons pu sentir au cours de la réunion à quel point les témoignages des autres ministres partageant leurs expériences, et, potentiellement, la pression positive des pairs, pouvaient aider notre secteur à passer au rang des priorités »

– a ainsi indiqué un participant à la RMF de la région Asie-Pacifique



Sanitation and Water for All (SWA)
633 Third Avenue, New York, NY 10017, USA
info@sanitationandwaterforall.org
www.sanitationandwaterforall.org
#SWAinAction

